

Menaces de mort contre Bahey el-Din Hassan, directeur de l'Institut du Caire pour les études des droits de l'homme (CIHRS) :

les États européens et les États-Unis doivent prendre des mesures pour protéger les défenseurs égyptiens des droits humains dans leur pays comme à l'étranger

Les organisations de la société civile soussignées expriment leur indignation face aux récentes menaces de mort visant le directeur de l'Institut du Caire pour les études des droits de l'homme (CIHRS), Bahey el-Din Hassan, dans le cadre du combat pour les droits humains en Égypte qu'il mène en Europe et aux États-Unis. Le 21 mars 2018, à la suite d'une note envoyée par sept groupes égyptiens indépendants de défense des droits humains, dont le CIHRS, au Secrétaire général de l'ONU au sujet des élections présidentielles en Égypte, l'invité d'une émission télévisée a appelé les autorités égyptiennes à « s'occuper de lui [Bahey el-Din Hassan] de la même façon que l'espion russe »¹, faisant allusion à l'attaque au gaz innervant contre Sergueï Skripal au Royaume-Uni.

Au vu de la gravité des menaces proférées à l'encontre de Bahey el-Din Hassan, les organisations soussignées appellent **les États européens ainsi que les États-Unis (1) à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les défenseurs égyptiens des droits humains (DDH) dans leur pays comme à l'étranger et (2) à demander aux autorités égyptiennes de mener sur-le-champ des enquêtes approfondies et impartiales sur ces menaces.** Les DDH devraient pouvoir coopérer avec les systèmes régionaux et internationaux de défense des droits humains sans avoir à craindre pour leur vie. Le soutien aux DDH est une priorité clairement énoncée dans les politiques étrangères de l'UE, de la Suisse, de la Norvège et des États-Unis. Cette priorité figure également au cœur de la Déclaration des Nations Unies de 1998 sur les DDH.

Organisation indispensable et reconnue au niveau international, le CIHRS défend les droits humains au Moyen-Orient et en Afrique du Nord depuis plus de 20 ans.

Ces derniers événements constituent l'exemple le plus récent de harcèlement qu'a subi Bahey el-Din Hassan ces dernières années et qui l'ont contraint à s'exiler en 2014 après l'élection du président Abdel Fattah al-Sissi. Ils témoignent également de mesures de représailles extrêmement inquiétantes à l'encontre des DDH en Égypte et dans de nombreuses autres régions du monde.

¹ Lien vers la vidéo (en arabe) <https://youtu.be/gZE8zCePfqw>

Alors que les militants de la cause démocratique en Égypte se retrouvent derrière les barreaux pour avoir exprimé leur opinion sur les médias sociaux, ces graves incitations lancées à plusieurs reprises sur les plateaux de télévision, qui appellent à infliger des souffrances physiques à Bahey el-Din Hassan ainsi qu'à d'autres DDH, ne sont pas traitées de manière adéquate par les autorités égyptiennes. Dans un contexte de répression sans précédent à l'encontre des droits humains et de la société civile, et à la veille de la mise en œuvre de la loi draconienne sur les ONG, les autorités égyptiennes semblent déterminées à réduire les DDH au silence par tous les moyens, y compris en donnant l'ordre aux services de sécurité et aux médias subventionnés par l'État de les intimider aussi bien en Égypte qu'à l'étranger.

Les ONG égyptiennes ont déjà [été témoins](#) de ce type de harcèlement lors d'un atelier sur les droits humains à Rome en mai 2017, au cours duquel deux personnes se sont fait passer pour des journalistes égyptiens et ont pris des photographies de plusieurs participants égyptiens. Une campagne de dénigrement a ensuite été lancée en Égypte. Moustafa Bakry, personnalité politique étroitement associée au président Abdel Fattah al-Sissi et membre du bloc parlementaire pro-Sissi, a déclaré dans son émission télévisée que les agences de sécurité égyptiennes devraient « enlever » les défenseurs égyptiens des droits humains qui vivent en Europe, y compris Bahey el-Din Hassan, et les ramener en Égypte « dans des cercueils »², en rappelant que ces pratiques avaient déjà eu lieu par le passé.

À propos de Bahey el-Din Hassan

Le journaliste Bahey el-Din Hassan publie des articles dans le *New York Times* et le *Washington Post*. Il est l'un des principaux initiateurs du mouvement de défense des droits humains en Égypte et dans la région arabe. Directeur et cofondateur du CIHRS, il est également membre des conseils et comités consultatifs de plusieurs organisations internationales de défense des droits humains, notamment la Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme (FEMDH), la division Moyen-Orient et Afrique du Nord de Human Rights Watch (HRW) et le Centre international pour la justice transitionnelle (International Center for Transitional Justice, ICTJ). Bahey el-Din Hassan est aussi l'un des membres fondateurs de la FEMDH et d'EuroMed Droits.

1. Américains pour la démocratie et les droits de l'Homme à Bahreïn (Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, ADHRB)
2. Forum asiatique pour les droits de l'Homme et le développement (Asian Forum For Human Rights and Development, FORUM-ASIA)
3. Centre de ressources juridiques asiatiques (Asian Legal Resource Centre, ALRC)

2 Lien vers l'émission télévisée (en arabe) <https://www.youtube.com/watch?v=eirJclgosPs> (34^e min)

4. Association pour les droits humains en Éthiopie (Association for Human Rights in Ethiopia, AHRE)
5. Centre d'initiatives civiles pour le Caucase (Caucasus Civil Initiatives Center, CCIC)
6. Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS) - Argentine
7. CIVICUS - Alliance mondiale pour la participation citoyenne
8. Conectas
9. DefendDefenders (Projet des défenseurs des droits de l'Homme de l'Est et de la Corne de l'Afrique)
10. EuroMed Droits
11. FIDH, dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme
12. Front Line Defenders
13. Human Rights First
14. Human Rights Watch
15. Service international pour les droits de l'Homme (International Service for Human Rights, ISHR)
16. JOINT - Liga das ONGs em Moçambique (Ligue des ONG du Mozambique)
17. Karapatan (Philippines)
18. Odhikar (Bangladesh)
19. Projet sur la démocratie au Moyen-Orient (Project on Middle East Democracy, POMED)
20. Reporters sans frontières
21. Robert F. Kennedy Human Rights
22. Groupe de travail sur l'Égypte, (The Working Group on Egypt, USA)³
23. Organisation mondiale contre la torture, dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme

³ Elliott Abrams, Michele Dunne, Jamie Fly, Reuel Gerecht, Amy Hawthorne, Neil Hicks, Robert Kagan, Tom Malinowski, Steve McInerney, Tamara Wittes